

Revue de presse

Mercredi 10 Décembre 2025



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du Gouvernement: examen de dossiers relatifs à plusieurs secteurs

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mardi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret présidentiel sur le système national de gouvernance des données ainsi que des propositions relatives à la revalorisation des pensions et allocations de retraite, et entendu trois communications sur la transformation numérique en Algérie, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :



Réunion du Gouvernement : examen des propositions relatives à la réévaluation des pensions et allocations de retraite

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé, ce mardi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen des propositions relatives à la révision des pensions et allocations de retraite, lesquelles seront soumises au prochain Conseil des ministres pour décision.

Fléau de la contrefaçon : un défi majeur pour l'économie nationale

Face à la mutation rapide des circuits commerciaux et à l'avènement de l'économie numérique, la protection de la propriété intellectuelle ne se limite plus à la simple préservation des droits d'auteur ; elle devient une question de souveraineté économique et de sécurité publique.

C'est autour de cette problématique centrale que s'est ouverte, hier, à Alger, la huitième édition du Colloque international sur la lutte contre la contrefaçon. Placée sous le thème de «Propriété intellectuelle et souveraineté numérique», cette rencontre a mis en lumière la nécessité impérieuse d'adapter les mécanismes de riposte nationaux aux défis de la mondialisation digitale. Lors de son allocution d'ouverture, le président du World Trade Center Algiers (WTCA), a dressé un tableau sans concession de ce fléau mondial.

Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption : une plateforme numérique pour la déclaration de patrimoine lancée

La présidente de la Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Salima Mesrati, a supervisé, hier, le lancement de la plateforme numérique dédiée à la déclaration de patrimoine et présenté le bilan de l'instance en matière de signalements et de déclarations, qu'elle a qualifié de positif.



L'éveil numérique

L'Afrique confirme sa détermination à devenir une terre d'innovation. Les travaux de la 4e Conférence africaine des start-up, tenue à Alger, ont mis en lumière une prise de conscience partagée traduisant la volonté du continent de transformer son formidable potentiel entrepreneurial en puissance économique réelle. Mais, pour ce faire, il doit repenser en profondeur ses mécanismes d'accompagnement, d'intégration régionale et de financement.

La «Déclaration d'Alger», adoptée au terme de cette rencontre, apparaît comme une feuille de route stratégique destinée à faire émerger une génération de start-up capables de s'imposer sur la scène internationale. Les neuf engagements inscrits dans la Déclaration réaffirment l'importance de créer un environnement propice à l'innovation, de soutenir l'expansion des start-up au-delà de leurs frontières nationales et de leur offrir des outils concrets, pour gagner en visibilité.



Pension de retraite

Le gouvernement ficèle le dossier

Le prochain Conseil des ministres aura à trancher sur le sujet, comme l'a d'ailleurs affirmé le président de la République.

La revalorisation des pensions de retraite, annoncée par le président de la République lors du dernier Conseil des ministres, a fait, l'objet, hier, d'un examen à la réunion du gouvernement, présidé par le Premier ministre.

Le communiqué du Premier ministre qui a rendu compte de la réunion a ainsi indiqué «les propositions relatives à la revalorisation des pensions et allocations de retraite, lesquelles seront soumises au prochain Conseil des ministres pour décision».



Les chantiers Aadl 3 déjà lancés dans 7 wilayas

Quand le Président s'engage!

Les premiers coups de pelleuse ont déjà été donnés pour 17 600 unités. Le projet cher au chef de l'État est sur de bons rails. Les choses vont s'accélérer en 2026, au grand bonheur des Algériens...

Chose promise, chose due: l'Aadl 3 est bel et bien sur de bons rails. Le 20 novembre dernier, lors de sa visite de travail à Constantine, le président de la République avait donné le coup d'envoi de la 3e phase du programme de logements selon la formule location-vente. Moins de trois semaines plus tard, les résultats sont déjà visibles: les chantiers ont été lancés dans sept wilayas.



Vers la concrétisation de la valorisation des pensions de retraites

Pour la valorisation des pensions de retraites, le gouvernement algérien passe à la concrétisation lors de sa réunion mardi.

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, préside mardi une réunion du gouvernement consacrée à plusieurs dossiers importants. Faisant suite à la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le gouvernement a examiné les propositions relatives à la revalorisation des pensions et allocations de retraite. Ces propositions seront soumises au prochain Conseil des ministres pour décision, souligne le communiqué des services du Premier ministre.



Le Brent en légère hausse à 62,62 dollars

Le Brent est en légère hausse à 62,62 dollars, dans un marché attentif aux dossiers géostratégiques.

Les cours du pétrole oscillent autour de l'équilibre mardi, le marché soupesant les nouvelles autour de plusieurs

dossiers géostratégiques, après une baisse lundi dans le contexte d'inquiétudes concernant la demande mondiale.



L'Algérie, leader africain de l'économie numérique

La 4e Conférence africaine des start-up à Alger consolide le rôle de leader de l'Algérie en Afrique dans le domaine de l'économie numérique.

Cet évènement continental, qui a pris fin lundi soir à Alger, a apporté aussi du soutien à l'innovation, aboutissant notamment à l'adoption de la « Déclaration d'Alger » qui vise à renforcer l'expansion continentale des start-up et l'accès au financement. La 4e édition a permis de mettre en avant le rôle prépondérant de l'Algérie en Afrique dans le domaine de l'économie numérique, du soutien à l'innovation et aux jeunes entrepreneurs africains.



[La revalorisation des retraites, la transformation numérique et la pénétrante Djedjen sur la table du gouvernement](#)

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé, ce mardi 9 décembre 2025, une réunion du gouvernement consacrée notamment à la revalorisation des retraites, la transformation numérique et la pénétrante autoroutière Djedjen dans la wilaya de Jijel.

Selon un communiqué des services du Premier ministre ponctuant cette réunion, le gouvernement a poursuivi, en outre l'examen du projet de décret présidentiel portant système national de gouvernance des données, lequel s'inscrit dans le cadre des démarches relatives à la mise en place d'un encrage juridique pour la gestion et la sécurité des données publiques d'intérêt national.



[Pour que le chômage soit provisoire](#)

Devant les parlementaires, le ministre du Travail a expliqué que l'allocation chômage n'était pas une fin en soi.

La décision prise par le président de la République de l'améliorer en l'augmentant sensiblement est une mesure de solidarité en faveur d'une tranche de la population dans le besoin. Elle ne saurait être donc assimilable à une rémunération salariale mais doit figurer sur le registre d'une aide provisoire accordée à des chômeurs tenus de se démarquer d'une longue oisiveté.

Aisé à dire qu'à faire, car le marché du travail n'a pas la faveur de s'étaler dans le terrain de la facilité et en période de crise économique marquée, les offres d'emploi se sont rétrécies.



[La BAD adopte sa Stratégie pays 2025-2030 pour l'Algérie](#)

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé la Stratégie pays 2025-2030 pour l'Algérie, destinée à soutenir « la diversification économique, renforcer les infrastructures stratégiques et stimuler une intégration régionale plus dynamique ». « Ce cadre d'orientation stratégique marque une étape clé dans le partenariat entre l'institution et le gouvernement algérien », précise la BAD dans un communiqué lundi 8 décembre.

Cette stratégie s'articule autour de deux axes principaux : « le premier vise à développer les infrastructures pour stimuler l'économie et renforcer l'intégration régionale », et « le second axe cherche à accélérer la transformation structurelle de l'économie, à travers la mise en œuvre de réformes économiques et la création de chaînes de valeur agro-industrielles », détaille la même source.

اجتماع الحكومة

دراسة مشاريع وعروض تخص عدة قطاعات

ترأس الوزير الأول، السيد سيفي غريب، يوم الثلاثاء، اجتماعا للحكومة خصص لدراسة مشاريع وعروض حول النظام الوطني لحوكمة البيانات، اقتراحات خاصة بتقييم معاشات ومنح التقاعد، وعروض خاصة بالتحول الرقمي، حسب ما أورده بيان لمصالح الوزير الأول، هذا نصه الكامل:

”ترأس الوزير الأول، السيد سيفي غريب، هذا الثلاثاء 9 ديسمبر 2025، اجتماعا للحكومة خصص لدراسة النقاط الآتية: في البداية، واصلت الحكومة دراسة مشروع المرسوم الرئاسي المتضمن النظام الوطني لحوكمة البيانات، الذي يندرج في إطار المساعي المتعلقة بوضع أساس قانوني لتسيير وأمن البيانات العمومية ذات الأهمية الوطنية.



المؤتمر السنوي الـ 03 للسوق المالي الجزائري.. آفاق التحول الرقمي والتمويل المستدام

أعلنت لجنة تنظيم عمليات البورصة ومراقبتها عن تنظيم المؤتمر السنوي الثالث للسوق المالي الجزائري “كاي أكتيفيتيس”، وذلك يوم 20 ديسمبر المقبل.

وفي بيان صادر عن لجنة “كوسوب”، كشفت الأخيرة عن تضمن المؤتمر، المقرر إجراؤه بالجزائر العاصمة، إقامة جلسات نقاشية متخصصة ومعرض (فاننك سمارت فوروم)، إلى جانب بحث مستجدات القطاع المالي واستشراف آفاقه المستقبلية، بمشاركة نخبة من الخبراء والفاعلين في القطاع.

وأشار المصدر ذاته إلى أن المباحثات ستشمل مستقبل التحول الرقمي في القطاع المالي، والوساطة المالية غير المصرفية وإعداد استراتيجية شمول مالي، فضلا عن دمج آليات التمويل المستدام على غرار السندات الخضراء والصكوك.



بخصوص رفع الأجر الوطني الأدنى المضمون... تاقجوت:

قرارات الرئيس تبون إنجاز للاستقرار الاجتماعي

دعا الأمين العام للاتحاد العام للعمال الجزائريين، عمر تاقجوت، الثلاثاء بمدينة غريس (ولاية معسكر)، العمال إلى رفع التحدي للمساهمة في تحقيق تنمية اقتصادية مستدامة.

وأكد تاقجوت، خلال تنشيطه للقاء ضم إطارات الفروع النقابية المنضوية تحت لواء الاتحاد العام للعمال الجزائريين بالولاية، على أهمية العمل كقيمة مضافة للاقتصاد الوطني، مبرزا أن الاتحاد سيواصل العمل على تحسيس العمال حول المحافظة على جسر التواصل مع أرباب العمل عبر المؤسسات الاقتصادية، مؤكدا على أن التواصل هو العامل الأساسي "لتعزيز وتحسين الثقة" ما بين مسؤول المؤسسة والعمال.



الوزير الأول يترأس اجتماعا للحكومة.. وهذه الملفات التي تم دراستها

ترأس الوزير الأول، سيفي غريب، اليوم الثلاثاء، اجتماعا للحكومة حُصّص لدراسة العديد من الملفات الهامة. في مستهلّ الجلسة، واصلت الحكومة دراسة مشروع المرسوم الرئاسي المتعلق بالنظام الوطني لحوكمة البيانات، والذي يأتي في إطار المساعي الرامية. إلى وضع أساس قانوني شامل لتسيير وأمن البيانات العمومية ذات الأهمية الوطنية. ومن جهة أخرى، وعملاً بتوجيهات رئيس الجمهورية الصادرة خلال مجلس الوزراء المنعقد في 30 نوفمبر 2025. درست الحكومة مختلف الاقتراحات المتعلقة. بإعادة تقييم معاشات ومنح التقاعد. تمهيدا لعرضها على مجلس الوزراء المقبل للفصل فيها.

الحكومة تدرس مشروع مرسوم رئاسي للنظام الوطني لحوكمة البيانات

مقترحات مراجعة منح التقاعد في مجلس الوزراء المقبل

ترأس الوزير الأول، السيد سيفي غريب، أمس، اجتماعا للحكومة خصص لدراسة مشاريع وعروض حول النظام الوطني لحوكمة البيانات، اقتراحات خاصة بتقييم معاشات ومنح التقاعد، وعروض خاصة بالتحوّل الرقمي، حسبما أورده بيان لمصالح الوزير الأول. أوضح المصدر ذاته أن اجتماع الحكومة خصّص لدراسة مشروع المرسوم الرئاسي المتضمن النظام الوطني لحوكمة البيانات، الذي يندرج في إطار المساعي المتعلقة بوضع أساس قانوني لتسيير وأمن البيانات العمومية ذات الأهمية الوطنية.

ضمن استراتيجية وطنية رقمية تدعم قيم الشفافية والنزاهة

الجزائر ماضية في مكافحة الفساد بروية مواكبة للتشريعات الدولية

التزمت الجزائر خلال السنوات الأخيرة، بترقية إطارها القانوني لمكافحة الفساد والوقاية منه، موازاة مع مواكبة التشريعات الدولية في مكافحة الظاهرة، من خلال تضمين مبادئها في قوانينها وإنشاء هيئات متخصصة مثل السلطة العليا للشفافية والوقاية من الفساد ومكافحته، بهدف بناء منظومة قانونية ومؤسسية تتماشى مع المعايير الدولية .

أثمرت جهود الجزائر في مكافحة الظاهرة بتحقيق نتائج مشجعة، بفضل عصرنه جهاز العدالة الذي تعزّز بإطار قانوني فعال أضفى المرونة على معالجة القضايا الحساسة، فضلا عن إنشاء هيكل متخصصة وتحديث التشريعات القانونية كقانون العقوبات وتفعيل دور الهيئات الرقابية مثل مجلس المحاسبة، بالإضافة إلى الحملات التوعوية وتعزيز الحوكمة الرشيدة، بهدف تعزيز النزاهة وحماية المال العام.

PERISCOOP

Soirperiscoop@yahoo.fr

Mercredi 10 décembre 2025 - Page 2

DES REPRÉSENTANTS POUR LE MINISTRE

Les agents de l'administration des Domaines, du cadastre et de la Conservation foncière sont désormais habilités à représenter le ministre des Finances dans les actions en justice.

Un arrêté signé par le ministre des Finances leur donne en effet la possibilité de le faire, qu'il s'agisse d'affaires au niveau de la Cour suprême, du Conseil d'Etat, du tribunal des conflits ou encore du tribunal administratif d'appel d'Alger pour les recours introduits concernant les a c t e s administratifs.



PLUS DE 650 000 ARTICLES SAISIS EN 2025

Le fléau de la contrefaçon explose en Algérie

La contrefaçon est une véritable menace économique, sanitaire et sécuritaire, touchant tous les secteurs, du médicament à la pièce de rechange, en passant par les vêtements, les produits cosmétiques et les contenus numériques. Les services de douane, en première ligne de la lutte contre ce fléau, ont saisi plus de 650 000 articles contrefaits depuis début 2025.

Karim Aimeur - Alger (Le Soir) - La lutte contre la contrefaçon s'intensifie. Les services des douanes ont saisi 650 843 articles contrefaits depuis le début de l'année 2025, enregistrant une hausse considérable par rapport à l'année précédente. En 2024, quelque 83 646 unités ont été saisies. C'est ce qu'a révélé, hier mardi, à l'hôtel Rafi à Alger, l'inspectrice divisionnaire, chef du bureau de l'encadrement de la lutte contre la contrefaçon à la Direction générale des douanes, Cella Hakimi, à l'occasion de la huitième édition du Colloque International sur la lutte contre la contrefaçon, organisé par le World Trade Center d'Alger. Elle a précisé que plus de 85% des produits retenus en 2024 et plus de 80% de ceux retenus en 2025 sont d'origine chinoise, alors que les saisies concernent notamment les vêtements, les chaussures, les produits d'hygiène corporelle et les pièces de



façon ont saisi durant cette période 2 026 494 articles (33,28 tonnes) d'une valeur de 1.681 713 950 DA.

Un marché mondial de plus de 500 milliards de dollars

Le phénomène de la contrefaçon représente aujourd'hui un marché mondial estimé par l'OCDE et l'EUIPO à plus de 500 milliards de dollars, avec des impacts majeurs sur la santé, la sécurité et la compétitivité des États. «Au niveau international, des organisations comme l'OMPI, Interpol ou l'Organisation mondiale des douanes soulignent régulièrement que la contrefaçon n'épargne aucun pays, et qu'elle s'adapte rapidement aux technologies numériques, au commerce en ligne et aux réseaux de distribution globalisés», a relevé le directeur général de

veraineté numérique (Singapour, la France, la Chine, le Rwanda et l'Estonie). M. Tibacou a affirmé que ces expériences montrent que la lutte contre la contrefaçon nécessite une combinaison de technologie, de cadres législatifs adaptés, et surtout de coopération internationale.

Pour lui, la souveraineté numérique n'est plus un choix aujourd'hui : c'est un impératif si l'on veut garantir le contrôle des données, la fiabilité des plateformes, la maîtrise des chaînes de valeur numériques et la capacité à détecter et bloquer les contenus et produits frauduleux. L'intégration de technologies avancées - IA, cryptographie, blockchain, traçabilité - s'inscrit dans cette dynamique, à l'image de ce que nous observons dans plusieurs pays pionniers, a-t-il souligné.

tion», a-t-il dit.

Comment contraindre le phénomène

Pour une meilleure lutte contre le fléau, la directrice-adjointe au ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Houba Mabrouk, a recommandé de renforcer la coordination intersectorielle dans le cadre de la lutte contre la contrefaçon; de mettre à contribution le mouvement associatif pour la sensibilisation des consommateurs sur les risques découlant de l'utilisation de produits contrefaits et d'éradiquer les marchés informels qui constituent la principale source d'approvisionnement des produits de contrefaçon.

Elle a également recommandé de renforcer la coopération avec les opérateurs économiques victimes de la contrefaçon ainsi que de renforcer les

Les travaux du colloque placé sous le thème : «Propriété intellectuelle et souveraineté numérique : enjeux de la lutte contre la contrefaçon», ont vu la participation de représentants du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, de la Direction générale des douanes, de plusieurs institutions nationales, ainsi que des organisations internationales, notamment l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), la Délégation de l'Union européenne en Algérie et des experts.

La directrice-adjointe au ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Houba Mabrouk, a présenté une communication sur la contribution du ministère à la lutte contre ce phénomène qui constitue une véritable menace économique, sanitaire et sécuritaire, touchant tous les secteurs.

Elle a expliqué que le ministère lance des enquêtes à la demande des titulaires du droit de propriété intellectuelle dont le produit est contrefait. Entre 2021 et 2025, les services du ministère ont traité 72 requêtes et dressé 65 PV. Les agents de la répression des fraudes en matière de lutte contre la contre-

Ahmed Tibacou, dans son discours d'ouverture des travaux du colloque.

C'est une menace globale qui érode la confiance des consommateurs et décourage l'innovation.

Citant des exemples de pays qui ont engagé des réformes ambitieuses pour protéger leur économie et renforcer leur sou-

veraineté numérique (Singapour, la France, la Chine, le Rwanda et l'Estonie). M. Tibacou a affirmé que ces expériences montrent que la lutte contre la contrefaçon nécessite une combinaison de technologie, de cadres législatifs adaptés, et surtout de coopération internationale.

veraineté numérique (Singapour, la France, la Chine, le Rwanda et l'Estonie). M. Tibacou a affirmé que ces expériences montrent que la lutte contre la contrefaçon nécessite une combinaison de technologie, de cadres législatifs adaptés, et surtout de coopération internationale.

Pour lui, la souveraineté numérique n'est plus un choix aujourd'hui : c'est un impératif si l'on veut garantir le contrôle des données, la fiabilité des plateformes, la maîtrise des chaînes de valeur numériques et la capacité à détecter et bloquer les contenus et produits frauduleux. L'intégration de technologies avancées - IA, cryptographie, blockchain, traçabilité - s'inscrit dans cette dynamique, à l'image de ce que nous observons dans plusieurs pays pionniers, a-t-il souligné.

veraineté numérique (Singapour, la France, la Chine, le Rwanda et l'Estonie). M. Tibacou a affirmé que ces expériences montrent que la lutte contre la contrefaçon nécessite une combinaison de technologie, de cadres législatifs adaptés, et surtout de coopération internationale.

K. A.

pensions et allocations de retraite, lesquelles seront soumises au prochain Conseil des ministres pour décision», a précisé la même source. Dans le cadre de la concrétisation de la transformation numérique dans notre pays, conformément aux engagements du président la République, le gouvernement a entendu trois communications relatives respectivement au bilan des projets stratégiques réalisés dans ce domaine, à la réalisation et la mise en service du premier data center national, et à la réalisation de la base de données nationales pour faciliter la prise de décision, a-t-on précisé. Dans le cadre du suivi des grands projets structurants, le gouvernement a entendu une communication sur l'état d'avancement du projet de réalisation de la pénétrante autoroutière reliant le port de Djen-Djen, dans la wilaya de Jijel, à l'autoroute Est-Ouest au niveau de l'échangeur d'El Eulma, dans la wilaya de Sétif, sur 110 km.

R. P.

REVALORISATION DES PENSIONS LES PROPOSITIONS EXAMINÉES PAR LE GOUVERNEMENT

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret présidentiel sur le système national de gouvernance des données ainsi que des propositions relatives à la revalorisation des pensions et allocations de retraite, et entendu trois communications sur la transformation numérique en Algérie, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. «*Le gouvernement a poursuivi l'examen du projet de décret présidentiel portant système national de gouvernance des données, lequel s'inscrit dans le cadre des démarches relatives à la mise en place d'un ancrage juridique pour la gestion et la sécurité des données publiques d'intérêt national. Par ailleurs, et conformément aux orientations du président de la République édictées lors du Conseil des ministres du 30 novembre 2025, le gouvernement a examiné les propositions relatives à la revalorisation des*

AMAR TAKDJOUT AU SUJET DE L'AUGMENTATION DU SNMG

«L'inflation ne doit pas tuer la valeur des hausses»

● Le SG de l'UGTA a souligné que l'application de cette augmentation «aura un effet d'entraînement direct sur l'ensemble des grilles salariales et des catégories professionnelles».

Amar Takdjout, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), a lancé hier un appel à la base syndicale et à l'ensemble des travailleurs en général lors d'un déplacement à Mascara. L'objectif est clair : «relever le défi pour contribuer à la réalisation d'un développement économique durable». S'adressant aux cadres syndicaux affiliés à l'UGTA, il a martelé l'importance fondamentale du travail en tant que valeur ajoutée pour l'économie nationale. Il a exhorté les travailleurs à «s'engager pleinement pour soutenir la dynamique de développement en cours dans le pays». Pour suivre sur le volet social, le SG de l'UGTA a souligné que l'Union continuera à œuvrer pour la sensibilisation. Il a insisté sur la nécessité de maintenir un «pont de communications» permanent entre les travailleurs et les employeurs au sein des entreprises. M. Takdjout a estimé que ce dialogue constant et constructif est le «facteur essentiel pour renforcer et améliorer la confiance» entre les responsables d'entreprises et leurs employés. Cet axe de communication est



Amar Takdjout, SG de l'UGTA

avec une unité monétaire. L'analyse des déclarations de Takdjout prend une résonance particulière dans le contexte économique actuel, caractérisé par une forte dépendance aux hydrocarbures, un secteur public prédominant, et des défis structurels persistants en matière de diversification et de productivité. L'appel à améliorer le produit et la productivité est d'autant plus vital que l'inflation y est souvent structurelle et importée. L'Algérie importe une grande partie des biens de consommation (matières premières, équipements, produits manufacturés).

L'injection de liquidités par la hausse des salaires augmente la demande pour ces biens. Si la demande des ménages augmente pour les voitures ou les produits électroniques importés, cela exerce une pression sur les réserves de change de la Banque d'Algérie et peut déprécier le dinar. Une dévaluation (même implicite) rend les importations plus chères, créant une inflation par les coûts d'importation. La seule manière de «tenir» l'inflation est de produire localement et de manière plus compétitive. La nécessité d'une conférence

perçu par l'UGTA comme «un pilier de la stabilité productive». Le responsable syndical a par ailleurs tenu à saluer les récentes mesures sociales prises par le président de la République, Abdelmajid Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres, notamment celles visant l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens. Selon Amar Takdjout, ces décisions représentent «une réalisation nationale qui renforce la stabilité sociale et stimule la dynamique économique du pays». Réagissant aux augmentations annoncées, notamment celles concernant l'allocation chômage et le Salaire national minimum garanti (SNMG), ce dernier ayant bénéficié d'une hausse de 20%, le SG de l'UGTA a souligné que l'application de cette augmentation «aura un effet d'entraînement direct sur l'ensemble des grilles

salariales et des catégories professionnelles». Il précise qu'une «augmentation de 20% est une chose considérable, tant sur le plan social que sur le plan monétaire et financier». Cependant, le SG ne fait pas dans la nuance et a insisté sur la nécessité cruciale de «soutenir l'économie nationale» pour garantir la pérennité de ces avantages sociaux. Selon lui, il est impératif «d'améliorer l'économie dans son ensemble, la production et la productivité pour donner de la force à cette augmentation». L'objectif est d'éviter que l'inflation ne «tue» ou n'annule la valeur réelle de ces hausses. Il a déjà averti lors de précédentes déclarations que «l'inflation ne peut être combattue uniquement par des décisions publiques». Il insiste sur la responsabilisation des acteurs économiques pour éviter que l'inflation

ne s'aggrave. Amar Takdjout se dit en outre favorable à l'organisation d'une conférence nationale dédiée à la valeur du travail. Il a insisté sur «la distinction entre la valeur du travail et la valeur de la monnaie».

VALEUR DU TRAVAIL ET DE LA MONNAIE

Il s'agit de discerner et de ne pas confondre ces deux concepts. Il soutient que c'est «la valeur intrinsèque du travail (sa qualité, son impact) qui devrait déterminer la valeur du point salarial». La valeur du travail correspond à la richesse réelle créée par l'activité humaine (production de biens, services, savoir-faire). La valeur de la monnaie est la capacité d'achat qu'elle confère, c'est-à-dire la quantité de biens et services qu'on peut obtenir

nationale sur la «valeur du travail» est un diagnostic pertinent des rigidités du marché du travail, en particulier dans le secteur public. Historiquement, la rémunération dans la Fonction publique est souvent déconnectée de la performance réelle ou de la complexité du marché. Par exemple, un poste critique nécessitant des compétences numériques de pointe (cybersécurité) dans un ministère peut être rémunéré de manière similaire à un poste administratif de routine, car l'indice de classification est le même. Cela conduit à la fuite des cerveaux et des compétences rares vers l'étranger ou vers un secteur privé plus rémunérateur, sapant l'efficacité des réformes (comme la numérisation). Le plaidoyer du SG est de lier la rémunération à la «valeur économique et sociale du travail».

Kamel Benekadi

اعمر تقجوت يؤكد لـ"الخبر"

"ندعم قرارات الرئيس ونشدد على تقوية الجبهة الداخلية"

كل أشكال الاستهداف الذي قد يطال البلاد. كما أكد دعم الاتحاد لقرارات رئيس الجمهورية ويدعو لإعادة الاعتبار لقيمة العمل، مشيراً إلى أن قرارات رئيس الجمهورية الأخيرة جاءت استجابة لمطالب طالما رفعها الاتحاد. وقال في هذا السياق: "نحن لا نطلب ولا نتمنى، ولكن ما دام مطلبنا تحقق، فمن الطبيعي أن نقيم ونتمن هذه الخطوات". وأكد مسؤول المركزية النقابية، أعمر تقجوت، أن التركيز اليوم يجب أن يكون على المؤسسة الاقتصادية والعمل الجاد داخلها، مضيفاً أن الفرق الجوهرى بين الحضور الشكلي والعمل الحقيقي يكمن في الإنتاج والالتزام، لا في الاستعراض أو التدخلات غير المجدية. كما شدد على أن قيمة العمل هي الأساس الذي ترتكز عليه قيمة الدينار، معتبراً أنه لا اقتصاد حقيقي دون قواعد واضحة ودون نشاط إنتاجي فعلي في القطاعات الحيوية، مؤكداً بأنه علينا أن نتعلم ونعمل ونتج، فهذا هو المسار الوحيد لتحريك عجلة التنمية".

التقاعد. وأوضح أن هذه القرارات تعد امتداداً للإجراءات التي طبقت في السنوات الماضية التي كان الاتحاد العام يطالب بها منذ فترة طويلة، خصوصاً ما يتعلق بالأجر الأدنى ومنحة التقاعد ومنحة الأقدمية. وأوضح الأمين العام، أن رئيس الجمهورية هي بوعوده والتزم بمعالجة الملفات تدريجياً وبواقعية، مؤكداً أن احترام الالتزامات يعد درساً يجب أن يتخذه به من طرف الجميع، سواء مسؤولين أو عمالاً، مضيفاً: "إذا أردنا الحفاظ على بلدنا وتقوية الجبهة الداخلية، علينا الالتزام واحترام المواطن والعمل بروح المسؤولية". وفي رده على سؤال حول استهداف الجزائر من أطراف خارجية، أكد الأمين العام أن مهمة الاتحاد أيضاً هي تحسيس المواطنين بضرورة اليقظة الوطنية وفهم التهديدات التي تواجه البلاد وتحصين الجبهة الداخلية عبر الوعي والعمل المشترك، مبرراً أن اهتمام الاتحاد اليوم موجه بالأساس إلى حماية الجبهة الداخلية ومواجهة

للمعمال عقب مختلف اللقاءات، قال إنه تطرق خلال اجتماع جمعه بوزير العمل ووزير التكوين المهني والتجارة الداخلية ووزير الصناعة والطاقة والمناجم، إلى قضية التشغيل، معتبراً إياها محورياً رئيسياً في كل القرارات الأخيرة التي اتخذها رئيس الجمهورية خلال مجلس الوزراء المنعقد قبل أسبوعين، مضيفاً أن الحكومة تعمل حالياً على تنفيذ سلسلة من الإجراءات الجديدة الرامية إلى تحسين ظروف التشغيل وتصحيح بعض الاختلالات بما يضمن نجاعة أكبر لهذه السياسات. وفي حديثه عن القرارات الأخيرة المتعلقة بالتشغيل والحماية الاجتماعية، كشف المتحدث أنه شارك مؤخراً في اجتماع ضم وزير العمل، وزير التكوين المهني، وزير التجارة الداخلية، وزير الصناعة، وزير الطاقة والمناجم، خصص لبحث ملف التشغيل وتطبيق القرارات الأخيرة الصادرة عن مجلس الوزراء، خاصة تلك المتعلقة برفع الأجر الأدنى المضمون، مراجعة منحة البطالة، تحسين منحة

● أكد الأمين العام للاتحاد العام للعمال الجزائريين، أعمر تقجوت، في تصريح له للخبر، أن زيارته لولاية معسكر، تندرج ضمن برنامج العمل الميداني الذي يقوم به عبر مختلف ولايات الوطن. وأوضح أنه على موعد مع فعالية جديدة على مستوى ولاية معسكر، تشمل لقاءات مع المناضلين والإطارات المحليين، وذلك في إطار سلسلة من الزيارات التنظيمية. وأوضح ذات المتحدث، أن هدف اللقاءات الميدانية التي يقوم بها عبر مختلف ولايات الوطن، هو تعزيز جسور التواصل بين القيادة العمالية والمنتمين للاتحاد، مشيراً إلى أن الاستماع المباشر لانشغالات العمال يساهم في بناء علاقة ثقة حقيقية داخل المنظمة النقابية. وأشار أعمر تقجوت إلى أنه يرافقه بشكل دوري مختلف المجموعات الولائية، حيث تقل سابقاً إلى ولايات سطيف وبيجاية، وقد تشمل برامجه المقبلة ولايات البيض وجيجل ضمن أسبوعين متتاليين. معتبراً أن هذه الجولات الميدانية تندرج في سياق العمل على تعزيز الاستقرار التنظيمي وتدعيم التواصل بين القيادة والقاعدة.

وفي رده على سؤال حول الهدف الأساسي من هذه اللقاءات، أكد الأمين العام أن "الجسر الحقيقي للتواصل يقوم على تعزيز الثقة بين القيادة العمالية والمنخرطين في الاتحاد، مبرراً أن هذا الرابطة يعد أساس نجاح أي عمل نقابي منظم في إطار عمل ميداني متواصل من أجل ترسيخ الاستقرار وتحسين آليات التواصل بين الهياكل النقابية والعمال. وعن الرسالة التي يوجهها



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger